UNSA-Education de la Dordogne, CSA SD Bilan de rentrée vendredi 14 novembre 2025

Madame l'inspectrice d'académie,

Monsieur le DASEN adjoint,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

L'heure est au bilan. A l'UNSA Education, grâce à notre baromètre des métiers, nous pouvons nous aussi dresser un bilan fiable au vu du nombre de répondants cette année (plus de 50 000 personnels de l'Education Nationale). En voici quelques éléments :

Les personnels aiment leur métier (90 %), mais ils ne sont plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer, contre 81 % en 2018. 67 % des répondants jugent leurs conditions de travail insatisfaisantes. Elles et ils sont de plus en plus nombreuses et nombreux à souhaiter quitter la profession : 37 % pour un autre métier du secteur public et 25 % vers le secteur privé. Tous ces indicateurs se dégradent depuis plusieurs années. C'est bien le bilan des politiques menées : décrochage du pouvoir d'achat, surcharge de travail, perte de sens et sentiment d'abandon. En effet, 67 % estiment manquer de reconnaissance et de respect.

À peine 6 % des personnels approuvent les orientations actuelles. C'est le rejet d'un cap, d'une méthode et d'une vision politique. Ce résultat est un message clair adressé à nos dirigeants. Ils ne peuvent plus nier la réalité.

Pour **l'UNSA Éducation**, la résignation n'est pas une option. Les priorités des personnels sont connues, elles n'ont pas changé depuis dix ans : pouvoir d'achat, charge de travail, perspectives de carrière et nos collègues attendent des réponses concrètes des politiques.

Lors de ces annonces officielles notre nouveau ministre parle d'une moyenne nationale de 21 élèves par classe. La Dordogne, bonne élève, est même en-deçà de cette moyenne, puisque nous affichons un taux d'encadrement de 20.2 en cette rentrée.

Mais loin de se glorifier de cet effet comptable, sur le terrain, on observe plutôt des élèves en grande difficulté, des équipes épuisées. Comment ne pas voir que les élèves d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier ? Comment ne pas voir que l'École échoue à tenir la promesse républicaine, y compris celle, de l'inclusion ? Comment ne pas voir qu'il manque des personnels en cette rentrée scolaire, et pas seulement devant les élèves ?

L'Unsa Education le répète : derrière les chiffres, il y a des visages, des enfants, des enseignants. Et c'est eux qu'il faut écouter, pas les tableurs.

Depuis de nombreuses années maintenant, nous assistons à une extinction des RASED, à un manque criant de psychologues scolaires, et à une quasi disparition du service médical scolaire.

Les enseignants se retrouvent seuls face à des situations d'élèves qui relèvent du médicosocial.

Faute de moyens, c'est une génération entière qu'on laisse sur le bord du chemin. Pour l'Unsa Education, c'est inacceptable.

L'inclusion, que nous défendons en tant que principe républicain fort, devient dans les faits une inclusion subie, parce qu'elle n'est plus accompagnée. Sans formation adaptée, sans AESH en nombre suffisant, sans places en structures médicalisées, c'est tout le monde qui souffre : les élèves, leurs familles, les enseignants. Des AESH, à qui l'on demande de suivre 5, voire 6 élèves sur 24h, pour être payés en général 62 % du SMIC seulement. Nous réitérons ici en votre présence la demande de création d'une brigade de remplacement pour les AESH, qui ont aussi le droit d'être malades ou en arrêt maternité. Cela paraît indispensable au vu des besoins.

L'Unsa Education demande une inclusion réelle, pas une inclusion d'affichage, avec des ressources et personnels en conséquence.

Le plan PHARE dans sa lutte contre le harcèlement est un pas dans la bonne direction, mais il reste incomplet. L'Unsa Education rappelle qu'il faut aussi protéger les personnels : comment lutter efficacement contre la violence scolaire si l'on ignore la souffrance des enseignants ?

Combien appellent totalement démunis face à un élève qu'ils n'arrivent plus à gérer ? Combien passent leurs journées à contenir physiquement des élèves ? Combien se font insulter et continuent malgré tout à travailler ? Combien sont en plein désarroi et culpabilité quand ils passent leurs journées à s'occuper d'un élève plutôt que des 23 autres de la classe ? Combien de temps la méthode d'urgence du BD renfort tiendra-t-elle ? Vous l'aurez compris des questions de ce genre peuvent se poser par dizaine. C'est le quotidien de beaucoup d'entre nous, beaucoup trop d'entre nous. Ce ne sont plus des situations isolées.

Pour élargir un peu, les bilans académiques sont clairs : les atteintes aux personnes augmentent, les tensions se multiplient, et les équipes s'épuisent. A ce titre, notre baromètre des métiers est révélateur du malaise persistant et du poids qui pèse sur les épaules des personnels de l'Education. En effet, même si, on note une légère embellie en 2025 (sans doute parce que la valse des ministres a réduit les annonces et décisions), deux personnels sur trois jugent toujours leurs conditions de travail insatisfaisantes ; 58% jugent leur charge de travail trop lourde et pas assez reconnue : on monte à 61% pour les IA-IPR, 63% pour les enseignants, 71% pour les directeurs d'école, 75% pour les personnels de direction, 80% pour les IEN et

100% pour les médecins. Pour ajouter encore au malaise, nos métiers perdent du pouvoir d'achat depuis des années. L'absence de reconnaissance financière est une réalité solidement établie : promesses de revalorisation non tenues, gel du point d'indice répété, suppression de la GIPA, carence et prélèvement quotidien de 10% sur le salaire des malades. Et que dire de la dernière annonce du rapporteur sur le gel de l'avancement automatique...

Les suppressions annoncées de plusieurs milliers de postes au niveau national sont une erreur majeure. Elles traduisent une vision purement comptable de l'école, alors que nous avons besoin d'une vision humaine.

L'école doit redevenir un espace protégé, un lieu d'apaisement et de réussite pour tous.

L'Unsa Education continuera à porter ces exigences avec détermination, dans un esprit de dialogue, mais avec la conviction que le service public d'éducation mérite mieux que des promesses et des moyennes nationales. Il mérite du respect, des moyens, et de la considération.

Je vous remercie pour votre attention.

La délégation UNSA Education : Justine Blanchard, Anne Laure Degois, Marie Delayre, Hélène Maleterre